



Quand la Banque Mondiale met en péril l'agriculture paysanne

- La Suisse a investi 282 millions de CHF pour participer aux actions de la Banque Mondiale (IDA) en 2010.
- La Banque Mondiale a investi récemment 45 millions au Burundi, notamment pour la privatisation du secteur du café, moteur économique du pays.
- Les caféiculteurs du Burundi, dont les gains ne couvrent souvent même pas les frais de production, sont payés 40% de moins par l'entreprise suisse qui a racheté des usines à l'Etat.

Le café constitue la principale source de revenus pour près de 580 000 familles du Burundi, soit près de 45% de la population. Il fournit jusqu'à 80% des recettes d'exportations du pays (classé comme le 4ème plus pauvre de la planète) et fait fonctionner le principal tissu industriel à travers 145 usines de lavage.

La filière café est longtemps restée entièrement contrôlée par l'Etat qui en gère tous les maillons: production, transformation, commercialisation. Cependant cette gestion étatique a donné lieu à de nombreux abus par les différents pouvoirs qui se sont succédés dans le pays. Au début des années nonante tous les acteurs, y compris les caféiculteurs, se mettent d'accord pour privatiser la filière.

Malgré un discours prônant la participation des populations locales, la Banque Mondiale impose sa propre vision de la réforme et décide de conditionner ses aides prévues au budget national (51% du budget ordinaire burundais en 2009 !) à l'application d'une stratégie établie par un bureau d'étude international qui n'a même pas consulté les producteurs.

Les caféiculteurs ne sont pas opposés à la privatisation mais contestent fermement la stratégie qui leur est imposée. Celle-ci remet en question leurs acquis : participation dans la gestion de la filière, droits propriété sur les cerises de café, sur la terre et sur les usines de transformations.

La situation est telle que les paysans pourraient abandonner cette culture. La réforme conduirait ainsi à une perte de possibilité de revenu pour eux. Les conséquences seraient par ailleurs dramatique pour toute l'industrie qui lui est liée et affecterait gravement les recettes du gouvernement.

Dans une première phase, 13 usines ont été vendues à une multinationale suisse (Webcor). Dès la première année, les producteurs qui lui ont vendue leur récolte ont été payés 40% de moins que les autres.

Les paysans, organisés en une Confédération nationale des associations de caféiculteurs (CNAC), ont lancé un appel international pour que leurs revendications soient entendues. Notre financement à la Banque Mondiale conduit à appauvrir les populations déjà les plus défavorisées. Des actions doivent être menées pour que les méthodes utilisées par cette Institution soient revues et donnent la priorité aux populations locales.